

# UNE HISTOIRE DE JUSTICE ENSEMBLE

2024, UNE ANNEE DE TRANSFORMATION



**JUSTICE  
ENSEMBLE**

Association of Comm



Crédit Photo : Pieter Vandromme

# SOMMAIRE

- 05** PAROLES
- 06** NOTRE THEORIE DU CHANGEMENT
- 07** MUTUALISER LES FORCES, CREER DES SYNERGIES
- 08** RIVERAINS ENSEMBLE POUR TRANSFORMER L'AGRICULTURE
- 12** UN MOUVEMENT DES HABITANT-ES POUR DES LOGEMENTS DIGNES
- 16** TEZELOPA - TERRITOIRES ZERO LOGEMENT PASSOIRE
- 18** INSTITUT ALINSKY - POUR LA DEMOCRATIE D'INTERPELLATION
- 22** GLOBAL LABOUR INSTITUTE
- 24** NOTRE MOUVEMENT EST INTERNATIONAL



# NOS PORTE-PAROLES



“ Nous sommes 10 millions d’habitant.es HLM à subir le manque de démocratie dans la gestion de ce service public vital. Les fuites d’eau, la moisissure ou la légionellose abîment nos vies. On s’organise pour exiger du respect et démocratiser le fonctionnement des bailleurs sociaux pour en faire des Communs.” - Fatouma Camara, déléguée des Locataires Ensemble



“On veut vivre dans nos villages, sans pesticides, sans cancers, sans poison. Nos vies sont menacées par la quête des rendements agro-industriels. Alors on se lève, on s’organise dans nos villages puis au niveau national et on demande la transformation agro-écologiste maintenant.” - Monique Savatier, déléguée de Riverains Ensemble



“Dans les quartiers populaires et partout, les habitants et les habitantes doivent pouvoir contester, interpeller, décider. Les droit d’interpellation constituent un bouclier contre l’arbitraire. Un outil essentiel pour construire le pouvoir populaire.” - Julien Talpin, président de l’Institut Alinsky



“Trop de logements sont des passoires thermiques l’hiver et des bouilloires l’été. Les travaux sont indispensables. Ils doivent être planifiés pour viser le “zéro logement mal adapté”, et priorisés pour traiter en premier les situations les plus critiques. La “réno-procrastination” des propriétaires privilégie trop souvent le rendement locatif, au détriment de la santé et des factures des locataires” - Solène Peyragrosse, présidente de TeZeLoMa - Territoires Zero Logement Maladaptés climatiques



“Beaucoup de travailleur.se.s remplissent des missions essentielles mais dans des conditions précaires. Consolider nos syndicats professionnels, c’est construire du pouvoir face aux abus des employeurs publics et privés. Ce pouvoir au travail peut s’articuler au pouvoir habitant : nos combats convergent et nous donnent de la force.” - Manon Laurent, co-animatrice du Global Labour Institute

# NOTRE THEORIE DU CHANGEMENT

## ORGANISER LES COMMUNAUTÉS D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE CONCENTRÉ

La réponse à la montée du nationalisme autoritaire et à l'accélération de la crise écologique est la même : **reconstruire une puissance populaire à partir des conditions concrètes de vie**. Les inégalités sociales et les incertitudes produites par la crise écologique nourrissent la poussée nationaliste autoritaire. L'écologie est perçue comme résultant d'une élite **qui impose des restrictions par en haut**. Et comme ça vient d'en haut, on soupçonne (souvent à raison) que ça va coûter aux « gens d'en bas » tout en protégeant les intérêts de « ceux d'en haut ». **Le rejet populaire de l'écologie est un rejet de l'élitisme et un rejet de l'injustice**.

## RECONSTRUIRE UNE PUISSANCE POPULAIRE

Les 10% les plus riches sont responsables des 2/3 du réchauffement depuis 1990. Leurs revenus continuent d'augmenter deux fois plus vite que les autres depuis 10 ans. Il y a derrière un ordre patriarcal et raciste qui permet cette accumulation des richesses, et qui s'appuie sur l'exploitation des femmes, des racisé-es, des pauvres, des peuples anciennement colonisés.

Mancur Olson a montré pourquoi les lobbys l'emportent sur l'intérêt général. Les intérêts économiques concentrés sont toujours mieux défendus que les intérêts du plus grand nombre, plus diffus et moins bien organisés. La stratégie

des syndicats d'habitants consiste à **renverser le paradoxe d'Olson en partant des communautés d'intérêt dont l'intérêt particulier est aligné avec l'intérêt écologique général**. Habitant-es des campagnes riverain-es de l'agriculture toxique, locataires de logements bouillottes ou passoires thermiques, usager-es des transports en commun ... Ces communautés ont un intérêt fort à agir, et **en défendant leurs propres conditions de vie, elles défendent la vie de tous et toutes**. On peut construire le mouvement en partant de l'organisation de ces communautés d'habitants (community organizing) dont l'intérêt est aligné avec l'intérêt écologique. Pour ces groupes, la dégradation des conditions de vie n'est pas une abstraction, mais un enjeu immédiat et concret. Autour d'elles, peut émerger un mouvement social et écologiste victorieux.

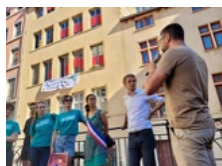
En se regroupant au sein de Justice Ensemble, nous proposons de mutualiser les moyens pour organiser les syndicats d'habitants des villes (les Locataires Ensemble) et des campagnes (les Riverains Ensemble). La promotion des droits d'interpellation auprès des collectivités avec l'institut Alinsky et l'engagement des syndicats professionnels via le GLI permettent de constituer un écosystème puissant. Face au capitalisme mortifère et au nationalisme autoritaire, **construire des syndicats d'habitant-es ouvre un chemin pour une justice vitale**.



Occupation de la mairie d'Echirolles

# MUTUALISER LES FORCES, CREER DES SYNERGIES

Dans une époque sombre où dominent les forces autoritaires et la dégradation des conditions de vie, nous croyons qu'il est possible de gagner. Pour cela, Justice Ensemble est un regroupement de plusieurs associations qui ont fusionné pour créer des synergies originales et décloisonner les mondes : **des liens entre habitant-es des quartiers populaires et chercheur-ses universitaires**, des projets à l'échelle d'un quartier menés à Grenoble, Bruxelles et à Douala, des coopérations entre le mouvement queer et la CGT, un syndicat de hijabeuses et une campagne contre Bolloré, un think tank de la démocratie d'interpellation et un réseau européen pour lancer une grève des loyers.



## LOCATAIRES ENSEMBLE

Des locataires HLM et des locataires de logements privés s'organisent en syndicats et se fédèrent pour défendre le droit à un logement digne et écologique, faire reculer les abus du capitalisme immobilier et faire de nos logements sociaux un Commun.



## RIVERAINS ENSEMBLE

Des habitant-es des campagnes, intoxiqué-es par l'agriculture industrielle locale, se regroupent et luttent pour leur santé et celle de tous les êtres vivants. L'union de ces syndicats locaux contribue à un mouvement pour une révolution agro-écologiste.



## GLOBAL LABOUR INSTITUTE

Ce réseau international de syndicats vise à renforcer le mouvement syndical à l'échelle mondiale pour affronter les crises sociales et écologiques.



## INSTITUT ALINSKY

Think tank et organisme de formation, il promeut l'organisation des communautés d'habitant-es et le déploiement d'une démocratie d'interpellation qui corrige les inégalités de pouvoir. Il porte également l'Observatoire des libertés associatives.



## TEZELOMA

Think tank de la planification écologique territoriale, TeZeLoMa - Territoire Zéro Logement Maladaptés climatiques- regroupe des ingénieur-es, thermicien-nes, data-analystes, juristes, sociologues pour aller ensemble vers un parc de logement bas loyers et bas carbone.

# RIVERAINS ENSEMBLE POUR TRANSFORMER L'AGRICULTURE

## FAIRE ENTENDRE UNE AUTRE VOIX DES HABITANT·ES DES CAMPAGNES

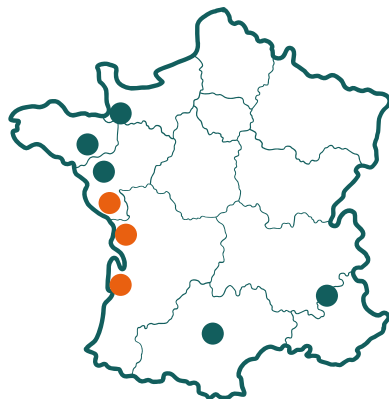
Dona s'est installée à Dabisse avec sa famille il y a quelques années. Elle s'est retrouvée dans la vallée de la Durance pour un travail et pour une jolie maison dans un lotissement tout neuf. Rapidement, sa fille née prématurée développe des problèmes de peau. Comme son médecin, elle soupçonne les pesticides pulvérisés autour de sa maison, enclavée entre des champs de pommiers de deux vergers industriels Vergers du Sud. *"En m'installant, je ne me rendais pas compte ce que ça voulait dire habiter à côté des champs de pommiers. Je trouvais ça joli, mais c'est en vivant dans la maison que je me suis rendue compte du nombre de traitements dans l'année. Presque chaque semaine au printemps."* Mais en cherchant des réponses, elle se heurte à l'hostilité : le président des parents d'élèves est fils de pomiculteur, le premier adjoint aussi exploitant. Seule, elle se sentait impuissante. En rejoignant le syndicat d'habitant-es, elle s'est organisée avec d'autres pour exiger la **transparence sur les produits utilisés**, puis la **conversion des parcelles proches des habitations en**



Dona et Thiphrachan ont fait tester leurs cheveux et ceux de leurs enfants

## agriculture sans poison pour sa santé et celle de ses enfants.

Comme Dona et ses voisin.es dans les Alpes de Haute Provence, des habitant-es s'organisent en syndicats de riverains depuis 2021, à Lavaur dans la région toulousaine, dans la plaine autour de La Rochelle, dans la région d'Angers ou au sud de Nantes. En 2024, ces collectifs et syndicats de riverains se sont constitués puis **fédérés au niveau national au sein de Riverains Ensemble**. Ils veulent disputer à la FNSEA le monopole de la parole rurale et porter la transformation agroécologique depuis les territoires intoxiqués.



Syndicats de riverains affiliés à Riverains Ensemble (en vert) ou en cours d'affiliation (orange)

## PORTE-A-PORTE, ENQUETES ET ASSEMBLEES VILLAGEOISES

Cette année, dans plusieurs vallées agricoles, les organisateur·ices de "Riverain-es Ensemble" ont mené un travail patient de porte-à-porte.

Hameau par hameau, village par village, ils et elles ont frappé aux portes, discuté des inquiétudes liées aux pesticides, au manque d'information. Beaucoup d'habitant-es pensaient être seul-es, isolé-es, impuissant-es. Mais à chaque rencontre, un lien se tisse. Petit à petit, les colères deviennent communes, les récits s'assemblent. À Lavaur, dans la vallée de la Durance ou autour de la Garonne, plusieurs centaines de personnes ont été rencontrées, et plusieurs dizaines ont décidé de s'engager. Des assemblées locales ont ensuite été organisées pour décider collectivement des premières revendications.

# CONSTRUIRE UN POUVOIR CITOYEN RURAL

À Dabisse, les habitant-es ont exigé la **protection des sources d'eau** et d'**être alertés avant les épandages**, ainsi que de **connaître les pesticides utilisés** et la **conversion des parcelles proches de l'école**. À Lavaur, c'est la lutte pour la **mise en place de haies** et d'autres mesures de protection pour les habitations les plus proches, ainsi que le **contrôle du respect des règles d'épandage** qui est lancée par Vaurais Nature Environnement. En parallèle, des formations ont été proposées aux membres actifs et actives du syndicat : comprendre le droit environnemental, lire une étiquette de pesticide, prendre la parole en réunion publique. Des personnes comme Dona, au départ simples habitantes inquiètes, sont devenues porte-parole locales, capables d'interpeller des élu-es, ou de présenter une revendication à des journalistes.

C'est ainsi que se construit une puissance populaire : par l'organisation, la formation, et la solidarité.

---

## ENQUETER ET AGIR POUR PROTEGER SA SANTE

En 2023, les habitant-es de la vallée arboricole de la Durance avaient mené l'enquête sur les pollutions par les pesticides des sources de leur territoire. Grâce à ce travail, les négociations avec les responsables de la gestion de l'eau de Durance Luberon Verdon Agglomération se sont poursuivies de manière régulière au cours de l'année, les poussant à mettre en place des **clôtures pour les périmètres immédiats autour de 2 sources** et à **accélérer les mesures de protection des 28 sources** de la communauté d'agglomération.



Mobilisation dans la vallée de la Durance

Une autre enquête a été menée cette année sur l'exposition des riverains les plus proches aux pesticides, dans le Tarn et dans la vallée de la Durance. Les analyses de cheveux ont révélé des **niveaux d'exposition au pesticides inquiétants, tout particulièrement chez les enfants**, avec 10 molécules toxiques retrouvées dans les cheveux de Shadé, à peine 1 an au moment du prélèvement.

Dona, Tipa et les autres riverains se sont mobilisés pour retrouver l'origine de ces molécules de pesticides et interpeller les deux agro-industries pomicultrices proches de leurs maisons.

---

## SE FEDERER POUR PESER SUR LES LOIS ET PROTEGER LES VIVANTS

Face au backlash écologique sous la pression des agro-industriels, les collectifs de riverains de la Durance, du Tarn, de Bretagne, des Pays de la Loire et de la plaine céréalière de la Rochelle ont publié une tribune pour **soutenir une agriculture paysanne respectueuse du vivant** lors des mobilisations des agriculteurs en janvier 2024.

Les syndicats d'habitants ont également saisi dans plusieurs départements la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA), chargée de veiller à la liberté d'accès aux documents administratifs et aux archives publiques, pour **faire valoir leurs droits et accéder aux registres phytosanitaires**. Mais malgré ce qu'affirme le règlement européen sur l'accès aux citoyens à ces informations, ce droit n'est pas appliqué en France. Une campagne est donc lancée par Riverains Ensemble, lors de la deuxième marche contre les pesticides de synthèse organisée à La Rochelle en Septembre, pour la transparence sur les pesticides utilisés autour des maisons.

Autour des élections législatives, les collectifs ont également analysé les différents programmes des candidat.es en matière d'agriculture et d'environnement, pour rendre visible celles et ceux qui promeuvent un modèle respectueux du vivant.

# DES ASSEMBLEES VILLAGEOISES POUR UNE DEMOCRATIE AGRICOLE

Ainsi, cette année, les riverain.es de cultures de maïs, blé, raisins, pommes, lavande ou autres grandes cultures, traitées de manière intensive, ont posé les **bases d'un mouvement national pour des campagnes vivantes**.



Mobilisation à La Rochelle contre les pesticides

---

## POUR UNE DEMOCRATIE AGRICOLE

Le collectif, les informations sur les lois, les récits de victoires dans d'autres villages encouragent. **Et si les habitantes du village avaient leur mot à dire sur ce qu'on cultive, et sur les produits utilisés ?** Aujourd'hui, le choix des cultures – comme le maïs assoiffé ou les pommiers saturés de pesticides – est décidé unilatéralement par les chefs d'exploitation. Les ouvrier-es agricoles, souvent immigrés, n'ont pas leur mot à dire : ceux

qui osent réclamer des protections ou de meilleurs salaires voient leur contrat non renouvelé. Les voisin-es, même quand ils demandent seulement de la transparence, se heurtent à un mur.

Pour démocratiser, il faut d'abord **construire un pouvoir concret qui conteste le monopole décisionnaire des exploitants agricoles**. C'est ce que fait Dona dans la Durance, comme Olivier et tant d'autres à Lavaur, en organisant les syndicats d'habitant-es "Riverain-es Ensemble".



Les **politiques de réduction des pesticides** dans l'agriculture bénéficient à tout le monde, mais **sont perçues comme des injonctions venant d'en haut** (réglementations européennes, ANSES...). Les agriculteurs qui les contestent obtiennent de plus en plus souvent gain de cause, au détriment de la biodiversité, de la qualité des eaux et de la santé des riverains.

Pour sortir de cette impasse, les Riverains Ensemble veulent mettre en place une véritable démocratie agricole. **L'agriculture n'est plus l'affaire exclusive des exploitants, mais une question vitale débattue par l'ensemble des habitant-es des campagnes**. Voisins, soignant-es, enseignant-es, parents, jeunes, retraité-es... toutes celles et ceux qui respirent l'air, boivent l'eau, vivent à proximité des champs

doivent avoir leur mot à dire. Mais aussi prêter main forte : ramasser des pommes de terre, désherber un champ, replanter les piquets d'un enclos. Car nourrir, préserver la santé et les sols, ce sont des enjeux trop essentiels pour être laissés à la seule logique de la propriété privée et aux intérêts économiques des exploitants, aussi légitimes soient-ils.



**La démocratie agricole remplace l'agriculture au cœur de la vie collective des campagnes**. Des assemblées villageoises permettent d'assurer la transparence, le partage des enjeux, l'intervention d'experts, la prise en compte des coûts, tout en assurant le respect du travail par ceux qui le font et la recherche de l'équilibre des intérêts collectifs, pour la cohabitation de tous les vivants sur les territoires.



# UN MOUVEMENT DES HABITANT-ES POUR DES LOGEMENTS DIGNES

## JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE DANS LES LOGEMENTS

L'absence ou la faiblesse d'un mouvement syndical des locataires était une anomalie française au vu de l'ampleur de la crise de logement. Les mobilisations grandissent ailleurs en Europe : le Syndicat de Llogateres à Barcelone, ACORN UK en Angleterre, Living Rent en Écosse. Depuis 2015, l'Alliance Citoyenne puis Justice Ensemble fait émerger des syndicats à **Grenoble, Villeurbanne, Aubervilliers**. En 2024, des collectifs de **locataires de Lille, de Strasbourg, de La Rochelle rejoignent la dynamique**. Pour relier ces foyers de lutte et construire une force capable de peser sur les politiques nationales du logement, une logique simple et éprouvée s'impose : **fédérer les forces, en construisant une Fédération des Locataires Ensemble**. Pour partager les stratégies, porter des campagnes coordonnées, peser sur la loi, et renforcer la capacité des habitant-es à reprendre la main sur leur droit d'habiter.

À Lyon, Faustine, Salim et d'autres jeunes locataires vivent dans des passoires thermiques. L'hiver, il faut supporter le froid et les factures élevées. L'été, le logement devient une bouilloire en l'absence de volets. Les personnes concernées ont lancé un syndicat de locataires du privé **contre les dérives du capitalisme immobilier**.

# FEDERER LES FORCES

À Lyon, les locataires ont ouvert la voie pour obtenir un arrêté municipal inédit en France contre les "logements bouillottes" – une avancée pour l'adaptation climatique. À Oullins-Pierre Bénite, un nouveau syndicat est né et a déjà remporté une première victoire contre des factures de chauffage abusives dans le plus grand quartier HLM du sud de l'agglomération. À Grenoble, des habitant-es de plusieurs quartiers et bailleurs se sont regroupé-es au sein des Locataires Ensemble. **609 nouveaux locataires se sont engagés** cette année à Lyon et Grenoble. Infatigable militant, Houcine Benmaza, ancien délégué de Grenoble Habitat, devient organisateur avec une responsabilité régionale. Ces dynamiques s'inscrivent dans une stratégie : face à la crise du logement, le syndicalisme d'habitants peut jouer le rôle qu'avait jadis le syndicalisme ouvrier – construire du collectif, politiser par la lutte, et faire émerger une nouvelle génération populaire de porte-parole.



Grève des loyers à Aubervilliers

## NOS CONDITIONS DE VIE MÉRITENT UN COMBAT

Comme à Grenoble et l'agglomération lyonnaise, les habitant-es des quartiers HLM d'Aubervilliers ont décidé de ne plus se taire face à la maltraitance.

Des immeubles entiers vivent avec des pannes de chauffage, des moisissures au plafond, des ascenseurs en panne. Et puis, il y a eu la légionellose. Plusieurs cas ont révélé ce que les locataires savaient déjà : l'humidité, le manque d'entretien, le mépris et l'injustice tuent à petit feu. La justice est vitale. Pour l'obtenir, les syndicats Locataires Ensemble se sont mobilisés. Des assemblées ont été organisées, une grève des loyers lancée par 820 locataires à partir de lettres de mise en demeure exigeant la transformation du bailleur et la fin des maltraitances institutionnelles. À Aubervilliers, l'habitat n'est plus une affaire individuelle. C'est une cause commune, et une puissance qui grandit.

**L'organisation collective contre l'impuissance se construit immeuble par immeuble.** À la Villette, Naima Sbaoui anime un groupe WhatsApp avec 187 voisin-es, pour signaler les pannes ou appeler à l'action, pendant que d'autres habitantes deviennent déléguées de quartier, se forment, prennent la parole, et rejoignent un réseau porté par **Fatouma Camara et Aline Lotutala**, responsables du syndicat qui conseillent, forment et donnent l'élan. Des coalitions à l'échelle de la Seine St Denis portent des combats plus grand : comme celui porté par **Amel Doghmane contre les démolitions abusives de l'ANRU** et les décisions a été prise sans les habitants et contre eux. La solution : démocratiser la rénovation urbaine et la gestion du logement social.

# DEMOCRATISER LE SERVICE DE LOGEMENTS PUBLICS

## NOS PROPOSITIONS DE LOI POUR DES DROITS D'INTERPELLATION POUR LES HABITANTS ET FAIRE DES LOGEMENTS UN COMMUN

### NOTRE PROPOSITION DE LOI POUR DEMOCRATISER LA RENOVATION URBAINE

Depuis deux ans, les membres de Locataires Ensemble issus de l'Alliance Citoyenne ont travaillé avec le collectif APPUII à l'élaboration d'une proposition de loi pour démocratiser les projets de rénovation urbaine et renforcer le pouvoir des habitant-es. Cette loi, née d'une interpellation citoyenne auprès de François Ruffin et Barbara Pompili, est aujourd'hui portée par le député Charles Fournier et soutenue par plusieurs collectifs à travers le pays. Elle vise à **instaurer un droit d'intervention réel des locataires dans les décisions qui concernent leurs logements**, contre les logiques descendantes de démolition ou de rénovation imposées.



Présentation du rapport Démocratie HLM à l'Assemblée Nationale

### CONTRE-EXPERTISE ET DEMOCRATIE HLM

Dans le même esprit, nous avons présenté à l'Assemblée nationale, le 6 juin 2024, des mesures pour mettre fin aux entraves qui pèsent sur les associations de locataires HLM. Nous demandons la liberté pleine et entière de participation aux élections de représentants, **l'accès à la contre-expertise, et la reconnaissance de droits d'interpellation** pour rendre les bailleurs comptables de leurs décisions. Ces démarches

s'inscrivent dans une vision claire : transformer la gestion du logement social pour qu'il ne soit plus un espace d'appropriation ou de maltraitance, mais un commun gouverné collectivement par celles et ceux qui y vivent.

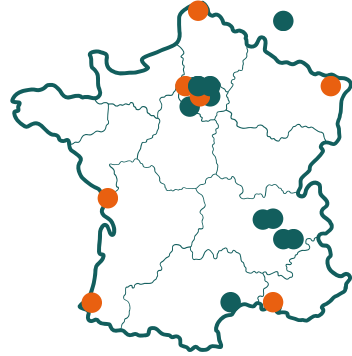
## CONSTRUIRE UNE FÉDÉRATION DES LOCATAIRES ENSEMBLE

Le projet de fédération a été lancé en 2024, après la rencontre de plusieurs associations de locataires issues de différentes villes de France, unies par une même expérience d'entraves à l'action. Ces échanges, facilités par Antonio Delfini, chercheur à l'Institut Alinsky et président de l'APU Lille Fives, ont révélé un besoin partagé : dépasser l'isolement des luttes locales et unir les forces.

Les syndicats de locataires membres de l'Alliance Citoyenne ont proposé de franchir un cap : **bâtir un nouveau mouvement à la hauteur de la crise du logement actuelle**. Il s'agit d'élargir l'organisation syndicale au-delà du seul secteur HLM, notamment vers le parc privé, et de renforcer la puissance collective autour de trois objectifs clairs :

1. Mutualiser les savoir et faire circuler les tactiques victorieuses pour les essayer,
2. Lancer des campagnes nationales pour peser sur les lois,

3. Transformer le récit dominant qui sacralise la propriété privée au détriment du droit d'habiter.



Syndicats de locataires affiliés à Locataires Ensemble (en vert) ou en discussion (orange)

Les groupes sollicités pour la construction d'une nouvelle fédération de syndicats d'habitants et locataires :

- **Agglomération lyonnaise : Villeurbanne, Oullins Pierre bénite, Lyon**
- **Locataires membres de l'alliance citoyenne d'Aubervilliers**
- **Locataires issus des membres de l'Alliance citoyenne de Grenoble**
- **Plaisir, Yvelines**
- Strasbourg - ALIS
- Collectifs de locataires des APU de Lille
- **CaroLocataires Ensemble de Charleroi**
- **Locataires de Montpellier**
- Des collectifs de Marseille en réflexion pour lancer un nouveau syndicat d'habitants-es
- **Beaumont-sur-Oise**
- La Rochelle
- Alda au Pays Basque



Action contre les logements bouilliroires à Lyon

Crédit photo : Charles de Lacombe





Crédit Photo : Charles de Lacombe



# TEZELOMA - TERRITOIRES ZERO LOGEMENT MALADES

## UNE PLANIFICATION ECOLOGIQUE POUR DES TERRITOIRES ZERO LOGEMENT PASSOIRE

La rénovation avance chez les propriétaires occupants, elle progresse dans le parc de logement social. Mais dans le parc locatif privé, chez les propriétaires bailleurs, là où sont situés le plus grand nombre de logements passoires, **la réno-procrastination prédomine**. Le statu quo est d'autant plus injuste que c'est aussi là qu'habitent les ménages les plus modestes.

Les contraintes légales et les incitations financières ne suffisent pas. Pour aller vers des Territoire Zéro Logement Passoire et Bouilloires, il est possible et nécessaire de développer de nouveaux leviers d'action pour les locataires d'une part et pour les collectivités d'autre part. Le projet associe **4 expertises pour déclencher des décisions de rénovation** :

- ingénierie thermique,
- data-cartographie,
- organisation des communautés d'habitantes (community organizing),
- analyses juridiques.

## DECLENCHER DES DECISIONS DE RENOVATION

Après le lancement en 2023 du projet à Grenoble où l'expérience de mobilisation sur 100 logements

a amené des premières **décisions de rénovation dans 70% des cas** grâce à la mobilisation des locataires organisés et l'apport d'expertises d'ingénieures thermiciennes. En 2024 :

- A Villeurbanne, la cartographie via la compilation des bases de données par Quentin Dassibat et le travail d'exploration de terrain à Villeurbanne a permis de rencontrer 167 locataires de logements passoires du parc locatif privé du quartier Grandclément.
- A Lyon, l'effort s'est concentré sur les logements surchauffant dits bouilloires, et la mobilisation des locataires ajoutée à l'expertise sur le sujet de Solène Peyragrosse a ouvert la voie à des arrêtés municipaux inédits en France.
- A Charleroi en Belgique, le travail d'organisation de David Prino a permis de lancer les Carolocataires ensemble dans la ville et d'initier des premières demandes individuelles et collectives de rénovation.



## EXPERIMENTER, DIFFUSER EN FRANCE ET BELGIQUE

L'approche Territoire Zéro Logement Passoire, ou Zéro logement Malad' (pour mal-adaptés climatiquement) vise non seulement à développer

des prototype locaux, mais à **diffuser sa méthode et plaider pour faire évoluer les dispositifs existants.**

À Lyon, les dispositifs de type SLIME (Services Locaux d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie) et les visites énergie menées par les équipes de Soliha ont concerné, en 2024, 88 % de propriétaires-occupants. Les locataires précaires, pourtant les plus exposé-es, sont largement invisibilisé-es dans ces approches. Même constat à l'ALEC de Lyon, qui explique prioriser ses interventions vers les cas ayant « plus de chances de réussite » selon quatre critères : qualité du bâti, environnement réglementaire, solidité du conseil syndical et capacité financière. En clair : plus on est pauvre et isolé-e, moins on est considéré-e. Cette approche a été **présentée à Bruxelles** à l'occasion du lancement de la **présidence belge de l'UE**, comme modèle innovant d'action territoriale.

Elle a également été **présentée à la journée nationale du CLER** (Réseau pour la transition énergétique), dans un atelier où une majorité des

participant-es étaient chargé-es de programme SLIME. L'échange a confirmé les limites profondes du modèle actuel : une approche individualisante, et un positionnement « neutre » entre locataires et propriétaires, qui reproduit les rapports de domination au lieu de les corriger. Cette rencontre a permis de remettre sur la table, au sein même du CLER, **l'enjeu de refondation du dispositif** à partir d'un prisme de justice sociale, de pouvoir d'agir des locataires, et d'efficacité concrète pour la rénovation le parc locatif privé.



**Depuis avril 2024: un 1<sup>er</sup> essaimage opportuniste à Charleroi en Belgique**

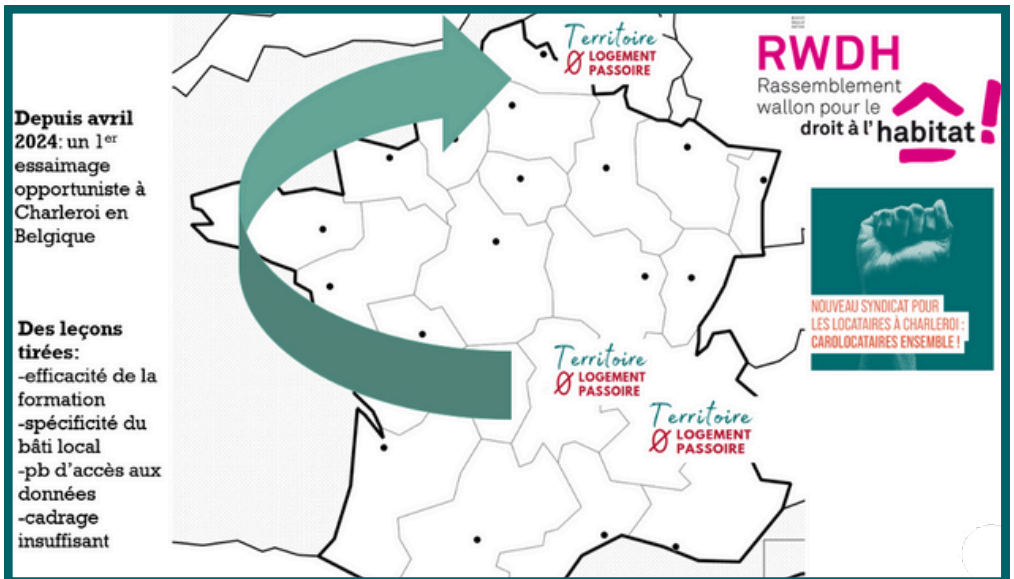
**Des leçons tirées:**

- efficacité de la formation
- spécificité du bâti local
- pb d'accès aux données
- cadrage insuffisant

**Territoire LOGEMENT PASSOIRE**

**RWDH**  
Rassemblement wallon pour le droit à l'habitat!

**NOUVEAU SYNDICAT POUR LES LOCATAIRES À CHARLEROI : CAROLOCATAIRES ENSEMBLE!**



# INSTITUT ALINSKY - THINK TANK POUR LA DÉMOCRATIE D'INTERPELLATION

## DES TERRITOIRES D'INTERPELLATION CONTRE LA MONTÉE DE L'AUTORITARISME

### FACE A LA POUSSÉE ILLIBÉRALE ET RÉPRESSIVE, RENFORCER LES CONDITIONS D'ORGANISATION

Le programme Territoires d'interpellation est venu répondre à un constat dur : les mobilisations habitantes se heurtent à des formes de répression accrues. Les rapports précédents publiés par l'institut via l'Observatoire des Libertés associatives ont montré l'ampleur du problème. Une transformation de l'environnement institutionnel semble possible pour créer des conditions de légitimation et de soutien à l'émergence des contre-pouvoirs citoyens.

### UN APPEL POUR TRANSFORMER LES RÈGLES DU JEU DÉMOCRATIQUE

L'appel à manifestation d'intérêt lancé en avril 2024 a permis d'identifier des collectivités prêtes à expérimenter un renforcement des droits d'interpellation. Cinq collectivités ont été sélectionnées pour un accompagnement intensif : Strasbourg, Villeurbanne, Arcueil, le Conseil départemental de la Gironde et Poitiers. Un second cercle d'acteurs mobilisés inclut Colombes, Tours, Blois et le Conseil départemental de Loire-Atlantique. Ces collectivités s'engagent dans des expérimentations concrètes : mise en place de fonds d'interpellation, assemblées délibératives, financements de contre-expertises, élaboration de paliers de droit de pétition. Le tout adossé à un dispositif de recherche-action financé par l'ANR et l'Union européenne, qui associe chercheurs, formateur.ices et organisateur.rices.

## DES TERRITOIRES POUR L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE

À l'heure où le nationalisme autoritaire prend le contrôle des appareils d'État, la construction de bastions protecteurs et encourageants de l'organisation du pouvoir citoyen au niveau des villes devient un enjeu décisif. Ces expérimentations prolongent les travaux de l'Observatoire des libertés associatives et de la thèse d'Antoine Gonthier sur les droits d'interpellation mis en place à Grenoble. L'Institut Alinsky parie ainsi sur la construction d'un archipel de territoires d'interpellation, où la démocratie ne s'arrête pas aux urnes mais s'ancre dans le pouvoir des habitant-es, organisé-es capables de faire progresser partout une justice devenue vitale.



Rencontres de la Démocratie d'Interpellation des Libertés Associatives

## CHANGER LE JEU DÉMOCRATIQUE

Si le jeu démocratique nous mène dans le mur, il faut changer les règles. Les Rencontres de la démocratie d'interpellation et des libertés

libertés associatives ont permis de clore une année 2024 assombrie par la progression massive des partis d'extrême droite aux élections européennes et législatives françaises.

Sociologues, élu-es, militant-es associatif-ves et citoyen-nes engagé-es ont échangé sur les moyens de mieux encourager et légitimer les efforts des habitant-es pour faire entendre leurs revendications en matière de services publics et de justice. Le cadre actuel de la démocratie, centré sur les élections et la représentation, perpétue une logique élitiste qui confisque le pouvoir au profit d'une minorité. Les colères engendrées par les crises sociales et écologiques ne trouvent souvent d'issue que dans l'abstention ou le vote pour des partis se réclamant "anti-système".

Avec l'Institut Alinsky et les 200 participant-es des Rencontres, nous avons travaillé à une alternative : une démocratie d'interpellation, qui garantit à chacun-e le droit de porter des problèmes à l'agenda, de contester publiquement, et de participer à l'élaboration des décisions, à travers des pétitions, des campagnes collectives et des actions concrètes. Pour faire reculer l'extrême droite et affronter les conflits qui vont s'intensifier avec l'effondrement climatique et écologique, nous avons besoin de nouvelles règles du jeu.

# ORGANISER UNE PRESSION DÉMOCRATIQUE

---

## OBSERVATOIRE DES LIBERTES ASSOCIATIVES

### DOCUMENTER ET COMPRENDRE LA REPRESSION DES ASSOCIATIONS

L'institut Alinsky a initié l'Observatoire des libertés associatives en 2018 pour mieux comprendre les répressions et savoir comment y répondre. Trois rapports ont été publiés depuis 2020, dont le dernier en 2024 sur la répression institutionnelle ciblant les associations dans le logement social. Un quatrième rapport en novembre 2024 portait sur les atteintes aux ONG défendant les droits des personnes exilées.

### PRODUIRE DU SAVOIR, CONSTRUIRE DES CONCEPTS

Sept séminaires thématiques ont réuni chercheur-es, militant-es et élu-es pour analyser les formes contemporaines de répression et enrichir les analyses portées par les rapports de l'Observatoire. Ces rencontres ont permis de faire dialoguer expertises citoyennes et scientifiques, et d'approfondir les notions de répression administrative, de criminalisation écologique, ou encore d'autocensure dans le monde associatif.

### PESER POLITIQUEMENT POUR DEFENDRE LES LIBERTES ASSOCIATIVES

Sur le front institutionnel, l'Observatoire a réuni ONG, avocat-es, parlementaires et élu-es locaux



autour de ses travaux. Il a aussi saisi les opportunités parlementaires pour dénoncer les usages abusifs du Contrat d'Engagement Républicain (CER) et proposer des amendements. En juin, son troisième rapport a été présenté à l'Assemblée nationale, à l'initiative de député-es, avec une cinquantaine d'associations venues défendre des propositions concrètes pour protéger la démocratie dans les quartiers populaires.

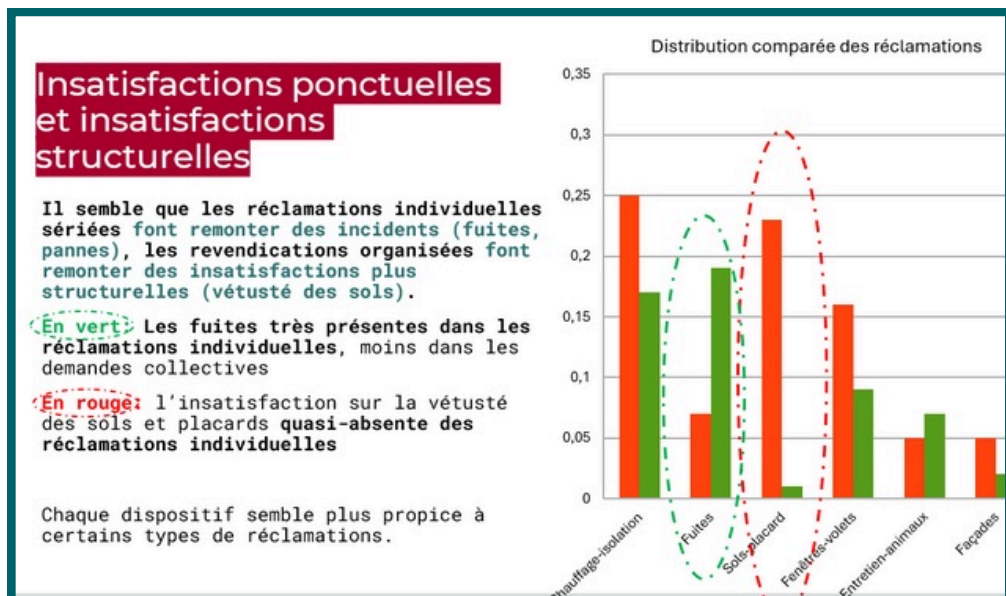
## DEFENDRE LE SERVICE PUBLIC DE LOGEMENT

Et si on défendait le service public du logement avec la mise en place de droits d'interpellation ?

L'Institut Alinsky a initié une recherche avec Est Métropole Habitat et Lyon 2, menée par les chercheurs Guillaume Gourgues et Olivier Daudé. Leur travail met en lumière l'existence de « délais

maltraitants » et la différence entre ce qui remonte par les réclamations individuelles et quand les locataires se réunissent. Ils montrent comment les interpellations collectives de locataires peuvent **générer une pression externe à coopérer en interne**, capable d'améliorer concrètement le service rendu. Dans la lignée d'Albert Hirschman, ces résultats rappellent qu'il existe une alternative au droit de la concurrence : des droits d'interpellation, pour organiser une pression correctrice des usagers alternative à la pression du marché.

L'étude issue de la gestion HLM ouvre des perspectives pour repenser la transformation des services publics à partir de l'encouragement à l'expression de paroles collectives des usagers.





Crédit Photo : Pieter Vandromme



Crédit Photo : Pieter Vandromme

# GLOBAL LABOUR INSTITUTE

## ARTICULER LE COMBAT POUR LA DEMOCRATIE DANS LES TERRITOIRES A CELUI POUR LA DEMOCRATIE DANS LES ENTREPRISES

Le Global Labour Institute a finalisé en 2024 la production de son **manuel des campagnes syndicales internationales analysant 19 campagnes internationales** menées contre des multinationales. « *Comment faire plier une multinationale ?* » vise à outiller les syndicats dans leurs initiatives internationales en partant des leçons à tirer des expériences de campagnes passées.

## ENCOURAGER UN RENOUVEAU SYNDICAL

Parallèlement, les formations et accompagnements du GLI auprès des syndicats francophones en Europe (CGT et Solidaires en France, CSC en Belgique, UNIA en Suisse), insufflent de nouvelles dynamiques de croissance particulièrement auprès des travailleur.euses précaires (intérimaires, saisonniers...). Elle visent aussi à renforcer ces organisations remparts de l'extrême droite. En 2024, nous avons adopté une approche plus globale en travaillant directement avec les confédérations sur les stratégies de déploiement et les supports de formation visant à

diffuser massivement des outils d'organisation syndicale. Pour organiser le transfert des savoir-faire d'organisation syndicale des lieux de travail aux conditions de vie, **nous avons finalisé 143 fiches méthodes de formation des organisateurs**. Nous croyons que la diffusion large des compétences d'organisation de base va être décisive face à la crise fasciste et climatique que nous risquons de devoir traverser.



Recrutement syndical des intérimaires de Roissy - CDG avec la CGT

## CONSTRUIRE LES RESEAUX ET CAMPAGNES LOCALES ET TRANSNATIONALES

Notre travail peut s'appuyer sur les 14 ans de campagne du Global Labour Institute et des victoires obtenues contre les abus du groupe Bolloré dans les plantations en Afrique. Cela a permis d'**alimenter la stratégie de la campagne inter-organisations « Désarmons Bolloré »** qui s'est lancée cette année.

# GAGNER FACE AUX ABUS DES MULTINATIONALES

L'adoption européenne du devoir de vigilance des multinationales constitue une mince lueur d'espoir qui pourraient constituer un levier de pression supplémentaire dans nos **campagnes transnationales pour réguler les entreprises** qui bafouent les droits humains et détruisent le vivant. Les violations sociales et environnementales dans les cannes à sucre camerounaises donnent une opportunité de contentieux stratégiques à l'étude avec nos avocats alliés. Dans ces **plantations du groupe français Castel**, leader du marché de la boisson

en Afrique, les 6000 travailleurs saisonniers ont enfin leur syndicat, premier du genre en Afrique après deux années d'organisation locale. Son officialisation nationale, son affiliation à la fédération syndicale internationale de l'agriculture (UITA), et ses premières victoires concernant les accidents du travail et les primes de salissure en font un modèle d'espoir pour tous les travailleurs saisonniers des monocultures en Afrique.



# NOTRE MOUVEMENT EST INTERNATIONAL

## UNE NOUVELLE INTERNATIONALE DES LOCATAIRES NÉE A BARCELONE

Depuis avril 2024, Locataires Ensemble est co-animateur d'une initiative barcelonaise pour une nouvelle internationale des locataires. Lors de la rencontre fondatrice, un constat s'est imposé : **le mouvement des locataires s'ancre durablement et s'amplifie depuis 10 ans**. ACORN UK (2014), Living Rent en Écosse (2015), le syndicat de Barcelone (2016), l'initiative berlinoise pour l'expropriation de Deutsche Wohnen (2019), le syndicat tchèque (2022) ou Wuune en Belgique (2023), souvent portés par de jeunes locataires précaires. Des pratiques inspirantes d'Amérique du Nord ont été partagées : grèves des loyers à Toronto, syndicats autonomes, Housing Rights Committee à San Francisco. Le modèle barcelonais a marqué les esprits : chaque 1er vendredi du mois, les locataires tiennent une assemblée ouverte, lieu de mutualisation des problèmes et de résolution collective. Les discussions ont largement porté sur les **conditions de réussite d'une grève des loyers** et sur les cadres de négociation collective. Mais nous avons été marqué par l'absence de l'intérêt des autres syndicats pour l'enjeu écologique.



Rencontre d'avril 2024 à Barcelone initiant la nouvelle Internationale des locataires

La France a été la seule à mettre sur la table la question des passoires énergétiques et de l'adaptation climatique du parc locatif. Nous avons proposé suite à cela d'initier avec des allemands, belges et tchèques un groupe spécifiques : Tenants4climate.

## COMBAT EUROPEEN POUR L'HABITABILITE DES LOGEMENTS ET DE LA PLANETE

Les expériences réussies des locataires de logements passoires de Grenoble et Lyon ont été présentées en Belgique et ont permis d'**essayer à Charleroi en Wallonie** et d'initier avec le RWDH le projet LocaRéno et d'organiser un syndicat des Carolocataires ensemble.

## ARTICULER LES ECHELLES LOCALES, NATIONALES ET EUROPEENNES

A Berlin, la violence du backlash écologique amène les militants climat à chercher de nouvelles stratégies. L'approche « community organizing 4 climate » de Justice Ensemble a été présentée lors d'un sommet Européen à Bruxelles en janvier 2024, puis à Berlin en novembre.

Suite à cela, nous avons aidé à cartographier des logements mal-isolés dans la capitale allemande et formé 40 volontaires issus du mouvement climat avec Soziale Waermewende pour initier des luttes de locataires pour demander des rénovations énergétiques.



Organizers de Soziale Waermewende à Berlin

A la suite de cela, nous avons initié le réseau **Tenants 4 climate** avec les syndicats de Belgique, Allemagne et République tchèque. Justice Ensemble, le RWDH, soziale waermewende - Movement Hub et le Re - Set à Prague comparent leurs expériences pour faire émerger une demande populaire de politiques publiques pour accélérer les rénovations thermiques et la sobriété énergétique du secteur résidentiel. En articulant les échelles locales, nationales et européennes, nous voulons contribuer au renouvellement du mouvement climat.

leur capacité d'action sur les enjeux climatiques. À Calgary, ACORN a ainsi lancé une campagne ambitieuse pour obtenir une réglementation municipale obligeant l'équipement des logements en volets et ventilation pour limiter la température maximale dans les logements locatifs, afin de protéger les locataires – en particulier les personnes âgées et en situation de handicap – des vagues de chaleur extrême. Leur mot d'ordre est clair : « Tenants have little control over the temperature in their apartments ». Cette lutte illustre combien l'adaptation climatique des logements peut devenir un axe structurant du syndicalisme d'habitants à l'échelle internationale.



Mobilisation des membres d'ACORN au Canada contre les logements bouilloires

## « BEAT THE HEAT » : LE COMBAT SUR L'ADAPTATION CLIMATIQUE DE LA FRANCE AU CANADA

Depuis 2022, lors des rencontres annuelles entre Justice Ensemble et les autres affiliés d'ACORN, nous portons collectivement la diffusion de la stratégie « Community Organizing 4 Climate ». Grâce à nos formations, plusieurs de nos partenaires, notamment au Canada, ont renforcé



# **JUSTICE ENSEMBLE**

[www.justiceensemble.org](http://www.justiceensemble.org)